



Revue de l'actualité

Éditorial

RÉPRESSION ET « DÉVELOPPEMENT » AU GUATEMALA

Par Karen Hamilton

Le 10 mars 2005, le congrès de la République du Guatemala ratifiait d'urgence nationale un traité de libre échange avec les États-Unis, la République Dominicaine et quatre autres pays d'Amérique centrale (CAFTA - sigle anglais pour Central American Free Trade Agreement). Le Congrès guatémaltèque ignora les nombreuses manifestations menées par des paysans, syndicalistes, organisations populaires et peuples autochtones. Ceux-ci rejettent le contenu néo-libéral du traité et contestent le manque de consultation populaire. Au lieu de chercher un espace de discussion avec ces secteurs de la société civile, le gouvernement a répondu par la répression à ce qu'il appelle l'intransigeance des opposants (1).

Criminalisation des droits de manifestation et de réunion

Ce n'était pas la première fois que le gouvernement de Berger utilisait la répression devant une expression de mécontentement social. Depuis presque un an et demi, le parti au pouvoir, la Gran Alianza Nacional (GANAN) a développé une politique de fermeture d'espaces de négociation véritable avec ses opposants en même temps qu'il délégitime leurs revendications en les accusant de conspirateurs, terroristes ou déstabilisateurs. Un rapport récemment présenté par l'Unité de protection des défenseurs devant la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la situation des défenseurs de droits de l'homme des Nations Unis cite trois autres cas, en plus des manifestations contre le CAFTA, où le gouvernement a violé le droit de manifestation et de réunion de ses citoyens (2) :

• *Occupation du barrage de Chixoy* : Le 7 septembre 2004, la Coordination des communautés affectées par le barrage de Chixoy occupait le barrage pour exiger à l'État réparation pour dommages causés par la construction de celui-ci dans les années 80. Lors de déclaration à la presse, le président annonçait que la guérilla et des étrangers déstabilisateurs étaient responsables de l'incident.

Dans cette revue

Éditorial : Répression et « développement » au Guatemala :	P. 1
Entrevue avec Iduvina Hernandez, directrice de l'Association pour l'étude et la promotion de la sécurité en démocratie (SEDEM) :	P. 2
Chronique d'une accompagnatrice par Marie-Soleil Martineau :	P. 5
Nouvelles du Sud :	P. 6
-Le Congrès ratifie le CAFTA	6
-L'usage excessif de la force critiqué	7
-Des organismes demandent de ne pas criminaliser les protestations	7
-Le cas Gerardi: sentence changée	7
-Des réfugiés repartent au Mexique	7
-Formation du Front régional de l'Altiplano contre l'exploitation minière	8
-Les manifestations contre le CAFTA se poursuivent	8
-Les groupes populaires : recours à des moyens légaux	8
-Le CALDH agressé	8
-Un contingent part pour le Congo	8
-Action urgente de Droits en action	9
-Action urgente de Amnistie internationale	10
Nouvelles du Nord	P. 10
Ont participé à cette revue :	P. 12

L'Ombudsman des droits de la personne (PDH) obtint la signature d'un mémorial dans lequel les parties s'engagent à établir un processus de dialogue. Le 15 décembre 2004, le Ministère publique utilisa ce mémorial pour émettre des ordres de détention contre les huit signataires de la Coordination pour « activités mettant en péril la sécurité de la nation »;

• *Cas du cylindre de la Montana* : En décembre 2004, le transport d'un cylindre pour la mine d'or de San Idelfonso Ixtahuacán, Huehuetenango (dirigé par l'entreprise Montana, S.A.) fut arrêté à Sololá par une passerelle construite par la communauté de Los Encuentros. Quand l'entreprise demanda qu'elle soit démantelée, la mairesse autochtone de Sololá, Dominga Vásquez, convoqua les citoyens à une consultation populaire (3). Dans un élan de solidarité avec la communauté de San Idelfonso Ixtahuacán et pour pro-

tester contre les concessions minières octroyées dans Sololá, la communauté s'y opposa. Le 11 janvier 2005, la population manifesta son désaccord devant les forces de sécurité de l'État qui démantelaient la passerelle. La Police nationale civile (PNC) et l'armée provoquèrent une série d'altercations avec les manifestants, au cours desquelles le paysan autochtone Raúl Castro fut tué. Suite à ces événements, le gouverneur émit des ordres de détention contre cinq dirigeants de Sololá, dont la mairesse autochtone, les accusant de sédition, d'organisation et d'appartenance à un groupe armé et de terrorisme.

• *Cas El Corozo* : Le 24 janvier 2005, les travailleurs de la ferme El Corozo, Suchitupéquez se présentèrent devant les autorités (juge de paix, auxiliaire de la PDH et la PNC) pour réaliser une diligence *d'habeas corpus* en faveur de Pedro Tjzép Tambriz, qui le 21 janvier 2005 avait été détenu illégalement par la sécurité privée de la ferme. Quand le propriétaire, Jorge Fernández, les aperçut les membres de la communauté, il saisit le fusil d'un des agents de sécurité et tira en leur direction. Un affrontement commença entre les paysans et le propriétaire, appuyé par ses agents. Les autorités fuirent la scène. Le conflit termina avec six morts et sept blessés. Par la suite, la police ouvrit un processus pénal contre un dirigeant de la communauté, Vicente Macario Mejía et six des blessés, les accusant d'assassinat, de tentative d'assassinat et de lésions graves. Aucune action pénale contre le propriétaire n'a avancée.

Selon des sources gouvernementales, depuis le 9 septembre 2004, 43 dirigeants du mouvement social (en majorité syndicalistes et paysans) seraient secrètement sous enquête (4). Pour se donner une plus grande marge de manœuvre, le 11 avril 2005, la GANA présenta une loi pénalisant le barrage de routes et l'occupation d'édifices publics et d'aéroports en modifiant l'article 397 du code pénal, qui fait référence aux manifestations illicites. De plus, le 31 mars 2005 le ministre de l'Intérieur, Carlos Vielman, créa une unité conjointe de la PNC et de l'armée dans le but de garantir « la sécurité des citoyens ». Cette unité spéciale fût utilisée pour dissoudre les protestations contre le CAFTA.

Guatemala : futur assombri

Dans les derniers mois, le gouvernement de Guatemala a proposé différentes lois au Congrès qui sont cohérente avec la ratification du CAFTA : la Loi de concessions, la Loi du registre foncier, la Loi générale des eaux. Ces lois, qui sont actuellement en discussion, auront un effet direct et profond sur la vie de la majorité de la population paysanne et autochtone.

Il y a lieu de penser que les manifestations populaire augmentera dans les prochains mois. Tout porte à croire aussi que le gouvernement continuera de fortifier ses capacités de

répression au lieu de répondre aux demandes de la société. Par ailleurs, dix attaques contre des organisations liées à l'opposition au CAFTA se sont produites entre le 7 et le 12 mai dernier (5). Maintenant que, supposément, le Guatemala est sorti de l'après-guerre et que le traité doit mener Guatemala sur la voie du progrès, pourquoi a-t-on l'impression que l'autoritarisme, l'affrontement et la violence éclipsent la démocratie?

Notes

1. Lucy Chay et Antonio Ordoñez. "Gobierno, en aprietos por aprobación del TLC". *El Periódico*, le 9 mars 2005.
2. L'Unité de protection des défenseurs des droits de l'homme du Mouvement des droits de l'homme du Guatemala. *Guatemala: La Criminalisation du droit de manifestation et de réunion*. Présenté devant la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme des Nations Unies. Genève, Suisse, le 15 avril 2005.
3. La mairie autochtone est une autorité morale parallèle à la mairie élue.
4. Claudia Samayoa. Réunion du Forum d'organisations non-gouvernementales internationales au Guatemala. Ville de Guatemala, Guatemala, le 27 avril 2005.
5. Les bureaux de la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOG), de la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG), de la Coordination d'unité syndicale du Guatemala (CUSG), du Centre d'études comparées en sciences pénales (ICCPG), du Mouvement national des droits de la personne (MNDH) dans Santa Rosa, de H.I.J.O.S., de la Fédération mondiale des églises luthériennes au Petén et la résidence d'un membre de la Coordination des ONG et coopératives (CONGCOOP) et de la coordonnatrice de l'Accompagnement d'Autriche (ADA) ont été victime de cambriolage ou de tentative de cambriolage ; un membre de H.I.J.O.S. a été victime d'une tentative d'enlèvement; on a tenté de voler un véhicule de Droits en action et un véhicule de la Fédération luthérienne mondiale a été volé dans des circonstances suspectes.

Entrevue

UN CLIMAT DE CONFRONTATION ET DE RÉPRESSION DE L'EXPRESSION SOCIALE

Iduvina Hernandez est la directrice de l'Association pour l'étude et la promotion de la sécurité en démocratie (SEDEM). SEDEM est une organisation non

gouvernementale (ONG) à but non lucratif, dont les membres, intéressés à bâtir un système de contrôles démocratiques des services de sécurité et des services secrets au Guatemala, sont reconnus pour leur travail en faveur de la démocratie. Le site Internet de l'organisme est le www.sedem-gua.org. Entrevue réalisée le 28 avril 2005 par Karen Hamilton.

Comment analysez-vous l'héritage du conflit armé en ce qui a trait à la sécurité démocratique ?

Le conflit armé, du point de vue militaire, a fourni un prétexte pour l'instauration d'un système de sécurité et l'installation d'un régime de répression politique et contre-insurrectionnelle contre toute forme d'expression sociale organisée présentant un certain degré de résistance au système en place. Le conflit nous a légué un système de sécurité infesté de personnes coupables de crimes contre l'humanité, un système de formation avec une vision contre-insurrectionnelle et des institutions corrompues pratiquant un vol éhonté des fonds de l'État.

Quels effets ont eu les Accords de paix ?

Les Accords de paix nous laissent une série d'engagements visant à construire un système de sécurité dont le principe premier est la protection et la défense de la personne. Cela implique une séparation des fonctions de l'armée et de la police, des services secrets militaires et de la lutte contre le crime, la modification des structures de protection et d'analyse de la présidence de la République, la mise en application de mécanismes de contrôle et la création d'une culture d'accès à l'information et d'imputabilité.

Comment se caractérise le gouvernement Berger en ce qui a trait à la sécurité démocratique ?

En observant la dernière année et demie avec Óscar Berger au gouvernement, s'il y a une politique en matière de sécurité, c'est de faire marche arrière quant à l'application des Accords de paix. Il semble que l'unique préoccupation de ce gouvernement est de démontrer sa capacité d'agir avec une main de fer, de réprimer et de diriger tout le mécanisme de contrôle des forces de sécurité contre la population des quartiers populaires de la capitale ou du district métropolitain.

Comment interprétez-vous la visite du Secrétaire à la défense des États-Unis, Donald Rumsfeld, le 24 mars dernier, et quelle est votre analyse de son insistance sur le terrorisme, le trafic de stupéfiants et les maras [bandes de jeunes] au Guatemala ?

Selon nous, la visite de Rumsfeld répond au besoin des

États-Unis de garantir que chacun des pays du continent s'approprie leur agenda de sécurité. Il est très préoccupant de constater l'attitude de subordination que les autorités nationales adoptent face au gouvernement américain, et de voir qu'elles aient automatiquement souscrit à cet agenda.

On commence à signaler dans les médias les *maras* au Guatemala comme une menace appartenant au domaine du terrorisme. Et pourtant, en tant que pays, nous n'avons pas perçu l'existence d'une telle menace terroriste dirigée contre nous. Par conséquent, je crois qu'il est malsain de participer à la lutte internationale contre le terrorisme en commençant par viser nos propres citoyens, sans aucun fondement ni raison.

Le combat contre le trafic de stupéfiants fait également partie de l'agenda étasunien et je crois qu'il y a une mauvaise utilisation du concept. Tout ce qui intéresse les États-Unis, c'est le trafic des stupéfiants, mais nous devrions prendre en considération les implications de la « narco-activité ». C'est cette dernière, incluant le blanchiment d'argent par le système bancaire et financier, qui a généré tout un processus de désarticulation d'importants secteurs de la société guatémaltèque.

Que le Guatemala souscrive à l'agenda de la lutte contre le trafic de stupéfiants implique que l'on permette aux troupes américaines de venir sur notre territoire sous prétexte de vouloir capturer des narcotrafiquants (sur terre ou en mer), de les arrêter à l'aéroport avant de les emmener par avion aux États-Unis et ce, sans que notre système de justice ait aucun contrôle ou droit de regard. C'est dire adieu à notre souveraineté. La visite de Rumsfeld a consolidé l'intégration de l'agenda de sécurité des États-Unis à celui du Guatemala, privilégiant les besoins et intérêts américains avant les nôtres.

La bonne image dont bénéficie actuellement l'armée guatémaltèque est-elle justifiée ?

De notre perspective, cette image favorable que l'on fait à l'armée n'est pas justifiée. Nous sommes préoccupés par le fait que le meilleur lobbyiste en faveur de l'armée du Guatemala soit l'ambassadeur des États-Unis, John Hamilton, qui vante l'armée à qui veut bien l'entendre. Même Colin Powell, l'ancien Secrétaire d'État américain, a en quelque sorte donné son approbation à l'armée guatémaltèque en soulignant l'importance de renouveler l'aide militaire au vu de ce que les autorités américaines considèrent comme étant des changements positifs en son sein. Nous avons envoyé une lettre démentant, faits et chiffres à l'appui, les arguments en faveur de l'armée. Par exemple, on parle beaucoup d'une supposée réduction des effectifs de l'armée guatémaltèque. Nous avons démontré qu'il s'agit en défini-

tive d'une fausse réduction. 12 000 effectifs ont pris leur retraite en 2004, mais de ces 12 000 postes, seulement 2000 ont été complètement éliminés du budget. Ce budget compte toujours 10 000 postes qui pourraient être comblés à tout moment. Donc, il ne s'agit que d'une réduction partielle et temporaire du nombre d'effectifs militaires.

Le budget militaire n'a pas été réduit. En fait, l'armée maintient pour l'année 2004 le même budget qu'en 2003. Près de 300 millions de quetzales ont été transférés au budget militaire en 2004; ce transfert n'a pas été expliqué et aucune justification quant à l'utilisation de ces fonds n'a été fournie. Leur origine n'est pas rapportée dans le budget national des dépenses. Il s'agit donc d'un transfert clandestin de ressources à l'armée. Le secret qui entoure la gestion des finances militaires est très inquiétant.

D'autre part, nous ne constatons aucun changement substantiel dans le contenu de la formation des officiers militaires. L'école *Kaibil*, qui formait des officiers spécialisés dans des actions de crimes contre l'humanité, poursuit ses activités et on continue de tolérer des activités criminelles. À un point tel que dans l'enquête sur le détournement de 900 millions de quetzales de l'État-major présidentiel durant le gouvernement de Portillo, 10 témoins ont disparu ou ont été assassinés entre mars 2004 et avril 2005. Il existe donc encore aujourd'hui des structures internes de l'armée qui tolèrent et perpétuent l'impunité, maintenant pour les actes de corruption.

Depuis la prise du barrage de Chixoy jusqu'aux protestations contre l'Accord de libre-échange il y a beaucoup de préoccupation en ce qui a trait à la criminalisation de la contestation sociale. Partagez-vous cette préoccupation?

Absolument. Nous avons observé que, peu à peu, les actions du gouvernement sont orientées dans ce sens tant par le biais de déclarations publiques diabolisant l'activité des dirigeants sociaux, que par la l'émission sous divers prétextes de mandats d'arrêt contre les organisateurs des manifestations. C'est le cas de Chixoy, où les autorités du Ministère public ont obtenu de manière frauduleuse les noms des personnes ayant souscrit à une entente avec l'Institut national d'électricité, et ont utilisé cette information pour obtenir des mandats d'arrestation contre eux. Ces actions sont dirigées contre des leaders paysans, des avocats défendant des paysans ou des leaders autochtones et autres dirigeants sociaux.

Récemment, on a même cherché à renforcer les lois existantes afin de légitimer les agissements de la police, qui a violé plusieurs droits tels le droit à la manifestation et à la réunion pacifique, ainsi que le droit à la libre expression.

Nous soupçonnons l'existence de groupes infiltrant les marches pacifiques avec l'objectif de les déstabiliser. Ce qui nous préoccupe par-dessus tout est qu'il pourrait s'agir des autorités elles-mêmes, dans le but de justifier leur méthodes d'intervention. Nous en sommes rendus à insister sur des dispositifs de sécurité et de protection qui pourraient être mis en place durant les manifestations, qui incluraient la détection immédiate d'agents infiltrés et leur mise à la disposition des autorités afin d'éviter que les leaders sociaux ne soient ciblés.

Le Ministère public mène une enquête sur moins d'un cas sur cent des assassinats qui lui sont rapportés, alors que 100% des dossiers contre les dirigeants sociaux sont ouverts et en processus d'enquête. Cela démontre, à notre avis, une volonté de la part de l'État de talonner les leaders de la lutte sociale en ce moment.

Que pouvez-vous nous dire sur la création, le 31 mars, de la « Brigades de patrouille policier » dont l'objectif serait d'améliorer les résultats dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, le crime organisé et les maras?

J'y réfère comme à une force spéciale pour souligner le fait que la structure est pratiquement identique à celle des unités qui ont été responsables des massacres ainsi que de la mise en œuvre de la politique de « terre brûlée ». Cette nouvelle force spéciale, qui a en ce moment un caractère urbain, a été intégrée par 583 policiers et 1,000 membres de l'armée. Selon les autorités, elle doit réagir immédiatement en cas d'agitation, pour assurer l'ordre public. En plus d'avoir ses quartiers dans une base militaire, tout son système logistique est fourni par l'armée, et selon ce qui a été déclaré et publié dans la presse, c'est l'armée qui fournira les renseignements sur la base desquels cette unité fonctionnera.

Nous observons avec appréhension l'existence de cette force qui pourrait être utilisée comme élément dissuasif, tant par sa puissance que par son caractère répressif, contre toute expression de mécontentement social par la voie de manifestations pacifiques. C'est un message très inquiétant que les autorités lancent, c'est-à-dire qu'au lieu de créer des conditions et des espaces favorisant le dialogue, elles favorisent plutôt un climat de confrontation et de répression de l'expression sociale.

Comment percevez-vous l'annonce par le procureur général de la création d'une unité du Ministère public pour enquêter sur les corps illégaux et appareils clandestins de sécurité (CIACS)? Pensez-vous qu'une telle unité puisse remplacer la Commission d'enquête sur les corps illégaux et les appareils clandestins de sécurité (CICIACS) qui a été

rejeté par le Congrès du Guatemala en 2004?

Nous considérons que cette unité du Ministère publique ne peut pas substituer à la CICIACS. Cette dernière se base sur le fait que les structures actuelles du système judiciaire guatémaltèque n'étaient pas en mesure de répondre au phénomène des corps clandestins, à leur infiltration au sein de la structure d'État et à leur totale impunité. La CICIACS était une commission internationale disposant d'un ensemble de facultés pour remplir cette mission. Pour commencer, cette nouvelle unité enquêterait sur les violations aux droits de la personne en général, elle n'est pas créée spécifiquement pour répondre à l'existence de corps illégaux. Cela peut être positif pour les enquêtes portant sur les crimes contre l'humanité commis durant le conflit armé; mais cette structure n'est pas, de loin, la réponse qui assurera la désarticulation des CIACS.

Chronique d'une accompagnatrice

; GRACIAS A ANNA !

Par Marie-Soleil Martineau, accompagnatrice depuis février 2005.

Ce matin nous sommes partis tôt en pick-up pour visiter une première communauté. Il faisait froid, car nous nous sommes levés à l'heure des coqs. Durant le trajet il y avait beaucoup de vent et de poussière. Pourtant le soleil commença bientôt à se lever pour réchauffer cette terre sèche et mon moral semblait suivre sa trajectoire. Nous avons attaché les bicyclettes sur le pick-up, afin de les utiliser pour nous déplacer entre trois communautés. Durant le trajet, nous avons croisé Doña Lina (non fictif) qui nous a fait rapidement un signe de la main signifiant qu'elle était en route pour le *pueblo*, c'est-à-dire Rabinal. Cela signifie qu'elle ne sera pas chez elles lorsque nous passerons. "Une autre en moins" ai-je pensé, car Doña Anita (nom fictif) qui doit assurer une permanence dans une organisation de femmes de Rabinal, ne sera pas non plus à son domicile lors de notre visite. Je me suis demandée si ces visites ont encore leur raison d'être, étant donné que les gens ici sont si occupés? Je me suis aussi demandée si l'accompagnement international était encore utile, parce que cela fait déjà huit ans que les Accords de paix ont été signés...

C'est ainsi que nous sommes arrivés chez Doña Regina (nom fictif). Elle était bien chez elle et nous a accueillis avec le sourire et une tasse de café bien chaud et bien su-

cré! "Comment ça a été cette semaine Doña Regina?" Elle nous a répondu "Dieu merci, ici tout va bien". Il me semble que j'ai déjà entendu cette phrase plusieurs fois durant cette première semaine d'accompagnement... Non que je sois déçue de cette réponse, au contraire, je me redemande chaque fois si notre présence est encore vraiment nécessaire pour ces gens? Enfin, j'ai décidé de ne plus penser à cela parce que j'étais bien contente d'avoir la chance de connaître ces gens. Ainsi, nous l'avons remerciée pour le café puis confirmé notre visite *entre ocho*, c'est-à-dire dans huit jours, soit une semaine.

Par la suite nous avons dévalé une colline sur nos montures métalliques pour arriver chez Doña Patricia (nom fictif). Nous y avons été accueillis par le petit fils de cette gentille dame qui nous a offert un bol d'*atole* d'avoine parfumé à la cannelle, hummmm. Elle est très timide et parle peu l'espagnol. De plus, sa mère est mourante. Nous nous sentions mal à l'aise et ne voulions pas nous attarder, pour ne pas la déranger. Nous nous sommes empressés de terminer l'*atole* et c'est alors qu'une autre interrogation a resurgi dans ma tête: sommes-nous un fardeau pour ces gens ou est-ce qu'ils apprécient vraiment notre présence?

C'est avec cette pensée en tête que nous sommes arrivés chez la Maria (nom fictif). "Alors comment s'est passée la semaine?" "Dieu merci, nous sommes encore ici!", c'est-à-dire, en vie. J'en ai profité pour me présenter, puisque c'était ma première visite chez elle. "Merci, merci beaucoup d'être venue, c'est important pour nous que vous veniez, comme ça, on se sent moins seul." C'est ainsi que je me suis assise pour écouter ce qu'elle avait à dire. Elle a d'abord perdu son père et sa sœur qui ont été assassinés lorsqu'elle avait 11 ans. C'était en 82, sous le régime de Ríos Montt. « *Ils ont détruit notre maison, brûlé nos récoltes, nous n'avions plus rien. Avec ma mère, nous sommes parties vivre dans la montagne où nous nous sommes cachées pendant un peu plus de trois ans avec une dizaine d'autres personnes. Il faisait froid, nous n'avions pour vêtements que ceux que nous portions, il n'y avait pas non plus de nourriture. Même pas de tortillas... Ah! Ce n'était pas facile, oh non!* »

Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est dans ces conditions que son fils est né; dans la montagne! Aujourd'hui, il est très nerveux à cause de tous ces événements, à cause du stress qu'elle a vécue durant sa grossesse. « *Après nous sommes revenues ici et la vie a continué, mais il a fallu tout recommencer, nous n'avions plus rien. Encore aujourd'hui j'ignore où sont mon père et ma sœur, c'est ce qui est le plus difficile. Nous n'avons jamais retrouvé leurs corps, donc nous n'avons jamais pu les enterrer. Je suis triste, toujours, parce que je ne peux pas aller prier sur*

leurs tombes. Je suis triste parce que je suis seule, je voudrais pouvoir regarder mon père et lui demander "comment ça va?" Mais je ne peux pas, je ne sais même pas où il est. Pendant des années je suis restée dans ma maison, je n'avais pas le courage de sortir, ni de rien faire... Jusqu'au jour où est arrivée Anna, elle venait de Suisse. C'est la première étrangère qui est arrivée ici. Merci à Anna, c'est elle qui m'a donné le courage de me battre, elle m'a dit que je devais le faire pour mes enfants. Je ne sais pas où elle se trouve aujourd'hui, mais merci à Anna, grâce à elle je suis sortie de ma maison et j'ai commencé à m'impliquer dans les comités. Quand elle est arrivée, je lui ai raconté mon histoire. Elle a compris et partagé ma peine, je me suis sentie moins seule. Depuis ce temps, plusieurs accompagnateurs sont passés ici, ils sont venus écouter mon histoire même si elle est triste. Vous êtes ici, vous écoutez mon histoire qui est la vérité et cette vérité vous pourrez la raconter quand vous retournerez chez vous pour que les gens connaissent les massacres qu'il y eu ici. Le peuple autochtone a beaucoup souffert, ah oui. Il souffre encore... »

Merci Maria d'avoir partagé une histoire aussi triste avec nous, merci pour tes paroles. Maintenant je comprends tout le sens de nos visites. Comme c'est le désir de Maria, je vous ai partagé, une petite partie seulement, de son histoire. Pour que vous sachiez que la vie des autochtones du Guatemala tient parfois, encore aujourd'hui, à un fil, une maladie banale ou un coup de machette. Même si les Accords de paix ont été signés, il y a encore au Guatemala beaucoup de violence et d'impunité, mais aussi de tristesse.

Vendredi le 25 février c'est la journée nationale des victimes. Il y a eu une cérémonie maya et une marche pacifique depuis le cimetière où quelques-uns des monuments commémoratifs des victimes des massacres ont été vandalisés pas plus tard que le mois passé. Ces autochtones mayas ont marché pour se rappeler les membres de leur familles qui sont morts ou disparus. Ils ont marché pour se souvenir des événements, pour rappeler qu'ils ont le droit d'exister. Des gens ont essayé de détruire tout un peuple, mais il est encore vivant et réclame son droit à la mémoire historique, à la justice et à la dignité. Quant aux accompagnateurs internationaux, nous sommes ici, non seulement pour assurer la sécurité des témoins qui cherchent à juger les responsables du génocide, mais aussi pour les encourager dans ce chemin vers la justice. Oui, la solidarité que nous démontrons à travers l'accompagnement est encore très importante, même huit ans après la signature des Accords de paix dans ce pays où l'impunité, l'insécurité et l'isolation règnent encore... Si je savais où se trouve Anna, moi aussi je lui dirais merci.

Nouvelles du Sud

Les articles contenus dans cette section sont tirés des nouvelles d'information du Centre d'études du Guatemala (CEG) de mars-avril 2005.

Le Congrès écarte la demande de consultation populaire et approuve la ratification de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA)

Le jeudi 10 mars, la Grande alliance nationale (GANNA) a obtenu du Congrès de la république, avec 126 votes en faveur et 12 contre, la ratification de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine.

En se basant sur ce que stipule la Constitution politique de la république à propos des décisions de grande importance, le pouvoir législatif a décidé durant cette session de ne pas tenir de consultation populaire à l'égard de la ratification de cet accord commercial, comme l'avait demandé l'organisation *Mesa Global*, composée de représentants de 34 organismes sociaux du Mouvement paysan, syndical et populaire (MICSP).

L'Accord de libre-échange (CAFTA) a été adopté en première lecture le mercredi 9 mars. Depuis ce jour, de nombreux membres des forces de sécurité empêchent les centaines de manifestants venus démontrer leur opposition de s'approcher du siège du Congrès. De nombreuses confrontations ont eu lieu durant lesquelles plusieurs personnes ont été blessées et incommodées par les gaz lacrymogènes. Un manifestant, membre de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), a été arrêté.

Apprenant l'approbation finale de la ratification, les dirigeants de diverses organisations ont organisé une série de manifestations pacifiques pour demander au Congrès de faire marche arrière dans ces négociations commerciales. Une manifestation massive a eu lieu le lundi 14 mars, réunissant des travailleurs, des membres d'organisations politiques, autochtones, paysannes, syndicales ainsi que des professeurs, des élèves et des étudiants de l'Université de San Carlos du Guatemala (USAC).

Les forces policières ont lancé des centaines de bombes lacrymogènes aux manifestants, victimes des effets des gaz

tandis qu'ils se défendaient avec des pierres, des bouteilles et des bâtons. La police a dû reculer à plusieurs reprises au cours de l'heure durant laquelle ont duré les confrontations.

À la suite de cette journée d'affrontements, des mandats d'arrêt auraient été émis contre 20 dirigeants d'organisations sociales. Sergio Morales, ombudsman des droits de la personne, a présenté à la Cour suprême de justice (CSJ) une demande *d'habeas corpus* pour que soit protégée son intégrité physique si les arrestations devaient effectivement avoir lieu.

L'usage excessif de la force critiqué

L'usage excessif de la force employée par les forces de l'ordre lors des journées de protestation contre le traité de libre-échange a été critiqué par diverses instances. L'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNNG) a dénoncé le fait que le gouvernement a eu recours à des mesures répressives rappelant les doctrines et exposés brandis à l'époque de la contre-insurrection, ayant pour effet de bafouer et fragiliser les Accords de paix signés en 1996. L'URNNG a réaffirmé son rejet du traité et a publiquement fait savoir aux députés qu'en se pliant ainsi à ces manœuvres gouvernementales ils officialisaient l'imposition de l'accord. La solidarité de tous les peuples du monde est sollicitée.

Selon le député Víctor Manuel Sales Ortiz, membre de l'URNNG et qui a voté contre la ratification, cet accord vient enterrer le dernier espoir de mise en œuvre des Accords de paix, en plus de violer la Constitution politique de la République ainsi que diverses autres conventions internationales dont le Guatemala est signataire.

Des organismes internationaux demandent de ne pas criminaliser les protestations contre le RD-CAFTA

Par le biais d'une lettre ouverte, des groupes religieux, académiques, de droits humains et de solidarité des États-Unis, du Canada, d'Autriche et du Japon ont manifesté leur profonde préoccupation concernant les agissements des forces de sécurité guatémaltèques. C'est avec violence que des agressions ont été portées par ces forces contre des manifestants qui exprimaient pacifiquement leur rejet de la ratification du traité de libre-échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République Dominicaine (RD-CAFTA).

Ces pays sont particulièrement préoccupés par l'excès de violence déployé contre un groupe de paysans à Naranjales, Colotenango, département de Huehuetenango, où le pas-

sage de la police a laissé deux morts et plusieurs blessés. Ils condamnent ces agressions et exigent une enquête pour déterminer les faits et juger les responsables. Ils ont aussi signalé dans cette lettre que l'utilisation de l'armée pour la sécurité interne est contradictoire aux Accords de paix.

Le cas Gerardi: changement de la sentence des militaires « d'assassinat » à « complot »

La seconde instance de la Cour d'appel a réduit de 30 à 20 ans la peine d'emprisonnement du militaire Byron Disrael Lima Estrada et de son fils, Byron Miguel Lima Oliva. Ils étaient accusés de l'assassinat extra-judiciaire de Monseigneur Juan José Gerardi Conedora. L'instance a changé le délit d'assassinat en complot d'assassinat. Le même changement avait été accordé au père Mario Orantes, à qui ils ont alors imputé 20 ans d'emprisonnement.

Malgré cette modification, la Cour n'a pu établir qui a assassiné l'Évêque dans la maison paroissiale de l'église de San Sebastián en avril 1998.

La sentence a aussi été réduite de moitié pour la bonne conduite des prisonniers. Il ne leur resterait donc que cinq années d'incarcération étant donné qu'ils en ont déjà complété cinq.

Des réfugiés repartent au Mexique à la recherche de meilleures opportunités

“ Les habitants de Pueblo Nuevo, dans le district municipal de l'Ixcán, département d'El Quiché, ont récemment émigré au Mexique pour améliorer la situation économique de leurs familles. Pueblo Nuevo est l'une des 19 communautés de l'Ixcán où plus de 20 000 Guatémaltèques ont fui vers les états frontaliers du Mexique durant le conflit armé interne”, a commenté Marcos Ramírez Vargas, maire du district municipal.

Selon l'Accord de relocalisation des populations éradiquées par l'affrontement armé, signé par le gouvernement du président Alvaro Arzú et par l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (URNNG) en 1992, les personnes relocalisées devaient avoir droit à des bénéfices, qu'elles n'ont cependant jamais reçus. Aujourd'hui, en raison de la baisse du prix de vente de la cardamome, principal produit qui se cultive dans cette région, et de celui du café, plusieurs familles n'ont d'autre choix que de quitter à nouveau le pays.

Formation du Front régional de l'Altiplano contre l'exploitation minière

Des autorités et organisations autochtones des départements de Sololá, Tononcapán, San Marcos, El Quiché, Quetzaltenango et Huehuetenango, ont joint leurs forces et formé le Front régional de l'Altiplano afin de s'opposer aux octrois de permis d'exploration et d'exploitation minière à ciel ouvert dans leurs régions.

Dominga Vásquez, mairesse autochtone de Sololá, indique que le front est né à la suite des incidents survenus le 11 janvier au village Los Encuentros, où a péri Raul Castro Bocel alors qu'un groupe d'habitants s'opposait au passage d'un gigantesque cylindre d'acier destiné aux activités minières qui prennent place à San Marcos.

Les manifestations contre le CAFTA se poursuivent

Mercredi le 16 mars, différents groupes ont effectué une marche à travers la zone 1 de la capitale dans le cadre de la poursuite du mouvement d'opposition au CAFTA (Accord de libre-échange de la République Dominicaine, l'Amérique centrale et des États-Unis) ainsi qu'à la répression dont font l'objet certains de leurs membres. Les membres d'organisations syndicales ont mentionné que la manifestation avait pour but de protester contre la ratification du traité de libre-échange et la répression violente menée par les forces de sécurité, lesquelles ont attaqué un groupe de manifestants du district municipal de Colotenango, Huehuetenango.

Dora Ruano, membre du Mouvement paysan, syndical et populaire (MISCP), a mentionné que la violence des attaques par les forces de sécurité met en évidence l'application d'une politique de terrorisme d'État contre les mouvements Maya, féministes, paysans, syndicaux, étudiants et populaires qui agissent pour la défense de la souveraineté, de l'indépendance et de la dignité du pays.

Les enseignants à travers le pays, particulièrement ceux du département de Huehuetenango, ont répudié et condamné les événements dont fut victime l'un des leurs, Juan López Velásquez, tué d'une balle dans la tête. Sept autres manifestants sont toujours hospitalisés à l'hôpital national local.

Les groupes populaires combineront l'agitation sociale à des moyens légaux

Les activistes des organisations sociales qui, la semaine dernière, ont participé à des manifestations contre la signa-

ture de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et les pays d'Amérique centrale, ne se croisent pas les bras et planifient déjà leur prochaine bataille. En plus de l'agitation sociale ayant déjà lieu, ils mèneront un combat légal pour leur cause.

Mario Polanco, membre du Groupe d'appui mutuel (GAM), a déclaré que les mouvements sociaux analysaient la possibilité de s'opposer au projet en ayant recours à des moyens légaux, attaquant ainsi le caractère inconstitutionnel de l'accord.

Alfredo de León, député de l'Alliance de la nouvelle nation (ANN) qui a voté contre la signature de l'Accord de libre-échange, a soutenu qu'il existait des recours légaux pour mettre fin à cet accord commercial et exiger une renégociation. Par exemple, une requête à la Cour constitutionnelle pourrait être déposée, ce qui pourrait éventuellement ouvrir la voie à d'autres possibilités.

Le Centre pour l'action légale en droits humains (CALDH) dénonce un cas d'agression

Mercredi le 16 mars, le pilote et messenger du Centre pour l'action légale en droits humains (CALDH), Edwin Galicia, a été intercepté par trois hommes armés, qui l'ont obligé à monter dans son véhicule et à leur remettre les clés de celui-ci. Cette agression s'est produite alors que Galicia sortait des bureaux du Conseil des organisations Maya, situés dans la zone 11 de la ville de Guatemala.

Le CALDH affirme qu'il ne s'agissait pas d'un simple cas de délinquance, si l'on prend en considération le fait que Galicia a été suivie par un véhicule aux vitres teintées, qui était stationné derrière le camion qu'il conduisait. Les agresseurs ont insisté pour qu'il leur dise le nom de l'endroit où il travaillait et l'ont menacé de mort. En apprenant qu'il travaillait pour le CALDH, les agresseurs lui ont répondu : « Sois sans crainte, il ne va rien t'arriver ».

Un contingent part mardi pour le Congo

Les 105 militaires, en majorité kaibiles (1), appuieront les missions de pacification des Nations unies dans le pays africain.

Un groupe de 105 militaire guatémaltèques, en majorité *kaibiles*, voyagera mardi (le 29 mars) vers une mission de paix, sous les auspices de l'ONU, en République démocratique du Congo en Afrique, a informé le colonel Walfre Estrada, chef du département d'information et de divulgation de l'Armée (DIDE).

Après une cérémonie d'adieux dans les installations des Forces aériennes guatémaltèques (FAG), le groupe voyagea dans le même avion Antonov utilisé pour le transport d'équipement et des cinq troupes d'éclaireurs qui ont récemment voyagé au Congo, a expliqué le porte-parole militaire.

Les militaires demeureront dans le pays durant six mois. Il est question de deux officiers supérieurs, neuf subalternes, 67 *kaibiles*, 14 soldats, 12 traducteurs et un porte-parole.

Ils seront positionnés à la frontière avec l'Ouganda et le Rwanda et une partie de leur travail consistera à patrouiller, jusqu'à un mois, pour trouver de l'information qui aiderait à désarticuler les groupes armés, a indiqué le porte-parole.

Le contingent aura pour mission de participer aux tâches de protection et de secours des fonctionnaires ou du personnel de l'ONU qui seraient en danger, et d'appuyer les missions de haut risque conjointement avec les forces d'autres pays, a ajouté M. Estrada.

Un premier groupe, constitué de cinq troupes, a voyagé lundi le 21 mars pour se joindre aux missions de pacification dans le pays africain et pour préparer l'accueil du reste de leurs collègues.

Le principal chargement d'équipement envoyé à l'ancienne colonie française était composé de véhicules, de citernes, d'armement, de matériel, d'appareils électroménagers et de vivres de la mission militaire guatémaltèque.

Les cinq militaires qui ont voyagé à l'avance avaient en charge de lever les installations principales des soldats guatémaltèques et de disposer l'équipement pour son usage immédiat.

La mission humanitaire de paix au Congo est la deuxième à laquelle participe une délégation de l'armée du Guatemala. Le 28 avril prochain sera l'anniversaire des six mois de la délégation guatémaltèque (70 effectifs) qui participe à la mission de l'ONU pour la stabilisation démocratique en Haïti.

NDLR. « Le Kaibil est une machine à tuer quand les forces ou doctrines externes attentent contre la patrie ou l'armée. » (1) Les Kaibiles ont été utilisés dans les opérations contre-insurrectionnelles, utilisant la torture et démontrant une grande agressivité.

(1) *Décatalogue du Kaibil, CEH, tome II, page 56.*

Les articles contenus dans cette section proviennent d'actions urgentes diffusées par Droits en action (Rights Action) et Amnistie internationale

Guatemala: meurtre de Alvaro Benigno Sanchez par des gardiens de sécurité au service de la filiale de Glamis Gold au Guatemala.

Droits en action - 30 mars 2005

Durant la soirée du dimanche 13 mars 2005 avait lieu une chorale dans l'église paroissiale du district municipal de San Miguel Ixtahuacán, dans le département de San Marcos. Alvaro Benigno, un homme du village de Pie de la Cuesta, dans le district municipal de Sipacapa, assistait à ce concert.

Selon des témoins, autour de minuit, Alvaro Benigno a quitté l'église avec d'autres personnes et a commencé à marcher vers chez lui. Lorsqu'ils passèrent près d'un bar à San Miguel Ixtahuacán, Ludwin Waldemar Calderon et Guillermo Lanuza sortirent dans la rue. Ces deux hommes travaillent pour le *Grupo Golan*, une compagnie qui assure la sécurité pour le projet *Marlin*, lequel est mis sur pied par la compagnie *Montana Exploradora*, une filiale de l'entreprise canado-américaine *Glamis Gold Ltd.*

Guillermo Lanuza se dirigea vers Alvaro Benigno et le frappa. Au milieu du brouhaha qui suivit, Ludwin Waldemar Calderon sortit un pistolet et tira cinq ou six balles qui atteignirent Alvaro Benigno à plusieurs endroits. Il fut transporté à l'hôpital national à Huehuetenango, où il perdit la vie.

Depuis ce crime, le gérant du *Grupo Golan* a appelé la famille de la victime à plusieurs reprises pour leur offrir de l'argent afin d'empêcher que la population ne soit informée, ou afin que la famille ne commence pas de procès légal contre la compagnie.

La victime, Alvaro Benigno, était âgée de 23 ans, et laisse derrière lui son épouse enceinte et son enfant de trois ans. Ce meurtre a eu lieu dans un contexte de climat très tendu, depuis que la population locale s'organise contre les opérations d'extraction d'or; et cette mort survient deux mois après les sérieuses manifestations qui eurent lieu en protestation contre la compagnie minière *Glamis Gold*. Durant cette manifestation en janvier dernier, un manifestant a été tué par les forces de sécurité du Guatemala.

Guatemala: menaces de mort contre des leaders de la communauté opposés aux opérations de *Glamis Gold*, une compagnie minière canado-américaine

Amnistie internationale - 5 avril 2005

Une des menaces de mort déclarait : « Le même sort vous attend M. Carlos Humberto pour interférer dans ces stupides questions sociales, demain sera le jour où vous disparaîtrez de ce monde. Chaque porc est éventuellement abattu, Mme Dominga (Vasquez) et son mari Alfonso Guarquez également ». (“eso te pasa Señor Carlos Humberto por estar metido en babosadas de la sociedad, mañana llegará tu día de desaparecer en este mundo, a todo coche [cucho] se le llega su sábado, también a la Señora Dominga y su esposo Alfonso Guarquez”).

Carlos Humberto Guarquez, membre important du groupe pour les droits autochtones Fondation Maya (FUNDAMAYA), la mairesse locale Dominga Vásquez et son mari journaliste Alfonso Guarquez ont reçu des menaces de mort dans un évident effort pour les intimider et nuire à leur travail d’opposition à l’expansion de l’industrie minière dans la localité. Leur vie est sérieusement menacée.

Le 25 mars vers 23h45, à Tablón près de la ville de Sololá dans l’ouest du Guatemala, des paysans ont alerté la police qu’un véhicule était en flammes, aspergé de gazoline avant d’être incendié. Le véhicule appartenait à l’organisation FUNDAMAYA et était utilisé par l’un de ses employés, Carlos Humberto Guarquez. Cinq lettres de menaces de mort adressées à Carlos Humberto Guarquez ont été retrouvées dans le véhicule incendié. Une de ces menaces déclarait : « Le même sort vous attend M. Carlos Humberto pour interférer dans ces stupides questions sociales, demain sera le jour où vous disparaîtrez de ce monde. Chaque porc est éventuellement abattu, Mme Dominga (Vasquez) et son mari Alfonso Guarquez également ».

Carlos Humberto Guarquez, Dominga Vásquez et Alfonso Guarquez font partie des cinq personnes autochtones ayant été accusées d’avoir encouragé une manifestation le 11 janvier dernier contre le transport d’équipement appartenant à la compagnie minière *Montana Exploradora* (une filiale de la firme canado-américaine *Glamis Gold*), qui possède deux projets miniers aurifères au Guatemala. Le gouverneur du département de Sololá a présenté une plainte au Bureau du procureur régional qui a à son tour porté des charges criminelles contre eux en relation avec la manifestation. Il continue son enquête.

FUNDAMAYA fait partie d’une coalition récemment

mise sur pied, le Front national de résistance à l’industrie minière à ciel ouvert, qui fait campagne afin d’attirer l’attention sur les dommages environnementaux potentiels causés par l’industrie minière et sur l’impact négatif sur les communautés autochtones vivant près des mines. Carlos Humberto Guarquez est le représentant de FUNDAMAYA à la coalition.

Dominga Vásquez a reçu une menace téléphonique anonyme le 5 janvier dernier, après avoir dénoncé publiquement l’expansion minière dans la région. L’interlocuteur lui a dit qu’elle « subirait les conséquences pour avoir entraîné (cela). Soit prudente avec ce qui pourrait t’arriver. » (« que debía atenerse a las consecuencias por haber encabezado [esto].ten cuidado con lo que te puede pasar »). Les menaces ont été reportées à la police nationale, au bureau du procureur régional, à l’Ombudsman des droits humains et à la Comisión présidentielle du Bureau des droits humains (COPREDEH). Son mari Alfonso Guarquez, qui est aussi le frère de Carlos Humberto Guarquez, est journaliste pour le service d’information nationale Cerigua et a réalisé un reportage sur l’opposition locale aux mines.

Action urgente : attaques et cambriolage contre huit organisations populaires

Entre le 6 et le 12 mai 2005, huit organisations populaires guatémaltèques ont été l’objet d’attaques, de cambriolage ou de tentative d’enlèvement. Une action urgente sera envoyé sous peu. Nous vous demandons d’être à l’affût pour envoyer vos lettres de pression.

Nouvelles du Nord ¿QUÉ PASA EN EL P.A.?

Les mois de mars et avril ont vu défiler des activités d’éducation très diversifiées. Malgré la grève des étudiants, qui a ralenti quelque peu les activités dans les universités et les cégeps, le PAQG a réussi à faire parler de l’accompagnement et du Guatemala de Joliette à St-Jean sur le Richelieu.

L’exposition itinérante de photographies *Lutte contre l’impunité et accompagnement international au Guatemala* a été présentée au Bistro-terrace des Moulins, situé sur l’île de la Visitation, au mois de mars. Puis, elle s’est déplacée à Joliette, au Café-bar l’Azile. Lors du vernissage ayant eu lieu le 29 mars, Annie Pelletier a donné une conférence, fort appréciée, sur le Guatemala et son expérience d’accompagnatrice.

Le 7 avril dernier, nous avons participé à une soirée sur le

Guatemala dans l'ambiance chaleureuse du café L'oreille de Van Gogh à Verdun, où plusieurs peintres exposaient leurs œuvres, dont l'artiste guatémaltèque Juan Manuel Vasquez. Cette soirée bien réussie a été le fruit d'une collaboration avec les artistes et l'organisme Solidarité Montérégie Amérique centrale (SMAC).

Le PAQG s'est aussi rendu à la Polyvalente Chanoine Armand Racicot en Montérégie pour faire des exposés sur le Guatemala à trois groupes de 4^e et 5^e secondaire. Une ancienne accompagnatrice était présente pour témoigner. Une présentation du film *Le Pays hanté* a également eu lieu au Cégep St-Laurent.

Nous avons reçu de la visite du Guatemala le 25 avril dernier. Ruth del Valle, membre du Mouvement national pour les droits humains, a donné une conférence sur la situation actuelle des droits humains et sur les récents développements des activités minières au Guatemala. Environ 35 personnes se sont présentées et une entrevue a été réalisée avec la conférencière qui sera publiée dans la prochaine revue d'actualité.

Du côté des comités universitaires, les deux derniers mois furent plutôt tranquilles. Un kiosque a été tenu à l'UQAM le 4 avril lors de la Journée des droits des réfugiés et le comité travaille sur un projet de pièce de théâtre. À l'Université de Montréal, le comité a aussi tenu une table d'information au retour de la grève.

Panzós, 25 ans plus tard...

Elle arrive dans quelques jours!!! L'exposition de peintures et de photographie de l'artiste guatémaltèque Marlon García Arriaga sera présentée à l'**Espace 306 de l'édifice Belgo** (372, rue Sainte-Catherine Ouest) du **18 au 29 mai** prochain. Tous les membres du PAQG sont cordialement invités au **vernissage** qui se déroulera le **jeudi 19 mai de 17h à 19h**.

L'exposition aborde les causes du massacre qui s'est produit sur la place centrale de Panzós le 29 mai 1978 alors que des paysans manifestaient pour revendiquer des terres. L'exposition souligne également le rôle joué à l'époque par l'entreprise minière canadienne *International Nickel Company* (INCO), propriétaire de concessions totalisant 400 km² dans la région de Panzós. Dans le contexte de contestation actuelle contre le projet minier de la compagnie canadienne *Glamis Gold*, une réflexion s'impose sur le rôle des compagnies minières canadiennes à l'étranger. L'exposition *Panzós, 25 ans plus tard...* nous rappelle que cette problématique n'est pas nouvelle et nous éclaire en présentant le cas d'INCO dans la région de Panzós.

À noter : une **conférence** est prévue le **jeudi 26 mai à 19h** au cours de laquelle l'artiste expliquera sa démarche artistique ainsi que l'histoire du massacre de Panzós.

Soirée bénéfice

La soirée Solidarité Guatemala nous a permis d'amasser des fonds au son de la musique de Fred Co et les S.T.F, Florence K et ses musiciens et les Gitans de Sarajevo. Le PAQG tient à remercier tous ceux qui se sont présentés et également tous les bénévoles qui ont œuvré à rendre cette soirée possible et agréable! Merci!

L'idée d'organiser d'autres activités de financement est dans l'air. Si vous êtes intéressés et que vous avez de bonnes idées de financement, contactez-nous! Nous avons toujours besoin de bénévoles au sein de notre comité financement.

Recrutement et accompagnement

L'hiver a été plutôt difficile en terme de recrutement de nouveaux accompagnateurs. Si vous connaissez des gens qui pourraient être intéressés par l'accompagnement au Guatemala, informez-les de la tenue d'une prochaine soirée d'information. Nous vous informons de la date de cette prochaine réunion à la fin de l'été.

Deux accompagnateurs se trouvent présentement sur le terrain. Une future accompagnatrice débutera son séjour d'accompagnement en juin. Une section témoignage a été ajoutée sur notre site web.

Autres renseignements

Si vous avez d'ailleurs fait un petit tour sur notre site (www.paqg.org) au cours des dernières semaines, vous aurez constaté quelques nouveautés. Notre centre de documentation sur le Guatemala est maintenant plus régulièrement mis à jour. Vous y trouverez des rapports sur la situation des défenseurs de droits humains, mais également des documents sur les récents développements concernant l'Accord de libre-échange États-Unis-Amérique centrale et sur le Plan Puebla Panamá.

Nous avons aussi ajouté sur le site de nouveaux produits promotionnels et d'autres s'ajouteront dans les prochaines semaines. Des t-shirts du PAQG aux cartes de l'exposition *Lutte contre l'impunité* en passant par la traduction du rapport de la Commission de clarification historique et les cartes de l'artiste Juan Manuel Vasquez, il y a plus d'une façon de supporter le Projet Accompagnement!

Groupe d'études sur le Guatemala

Un petit groupe d'études sur le Guatemala, réunissant des chercheurs et étudiants travaillant sur le Guatemala, vient de voir le jour cet hiver. Il se réunit une fois par mois pour échanger sur nos travaux respectifs ou pour discuter d'ouvrages académiques portant sur le Guatemala. Toute personne désirent se joindre à ce groupe est invitée à le faire en communiquant avec Karine Vanthuyne, aux coordonnées suivantes : karine.vanthuyne@mail.mcgill.ca, (514) 523-1641.

Ont participé à cette revue

Rédaction

*Karen Hamilton, Alissa Lauriault,
Marie-Soleil Martineau*

Traduction

*Amélie Baillargeon, Nicolas Bergeron,
Annie Lapalme, Nelly Marcoux,
Florence Riel St-Pierre,
Nathalie Vallée*

Correction

*Nathalie Brière, Marie-Pierre Chazel,
Annie Lapalme, Nelly Marcoux,
Florence Riel St-Pierre,
Karine Vanthuyne*

Mise en page et publication

Florence Riel St-Pierre

Projet Accompagnement Québec Guatemala.

Don. Je désire appuyer l'action du Projet Accompagnement Québec-Guatemala par un don de _____ \$

Cotisation annuelle. Je désire adhérer ou renouveler mon adhésion comme membre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG). En devenant membre du PAQG vous recevrez par courriel notre revue d'actualité, les actions urgentes et les invitations à participer à nos activités.

- membre sympathisant (20\$ ou plus) _____ \$
- membre bénévole (10\$ ou plus) _____ \$ et m'impliquer dans les activités suivantes:
 - Comité de la revue d'actualité Soutien à la coordination
 - Comité des actions urgentes Financement
 - Éducation et sensibilisation
- membre institutionnel (30\$ et plus) _____ \$ (*pour les associations et les institutions*)

Je désire participer à une formation pour accompagnateur / trice

Je désire faire de l'accompagnement physique. Précisez vos disponibilités: du _____ au _____

Prénom, nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____

Code postal : _____ Tél : (____) _____ Courriel : _____

SVP, retournez ce formulaire et votre chèque au **Projet Accompagnement Québec-Guatemala** : 660 Villeray, bureau 2,115, Montréal, (Québec), H2R 1J1